

Inter-réseaux Développement rural

BULLETIN THÉMATIQUE

Décembre 2012



Spécial Financement agricole

Bulletin réalisé en partenariat avec SOS Faim.

Ce bulletin de veille spécial se propose de fournir un panorama des enjeux relatifs à l'accès au crédit pour les OP et leurs membres en particulier en Afrique de l'Ouest. Il ne cherche pas l'exhaustivité ni des documents uniquement récents. Cependant les documents présentés sont considérés comme étant toujours d'actualité.

Nous vous invitons à enrichir ce bulletin de vos commentaires.

Bonne lecture,

Les équipes d'Inter-réseaux Développement rural (inter-reseaux@inter-reseaux.org)

Sommaire

La microfinance en débat

- Article GDS 2007 : Microfinance et réduction de la pauvreté : la fin d'un mythe ?
- Article GDS 2007 : La microfinance n'est ni un miracle ni un mirage
- Article Le Monde 2010 : Microcrédit : miracle ou désastre ?
- Article Le Monde 2010 : Avis de tempête dans le monde de la microfinance indienne
- Article Le Monde 2010 : Faut-il aider une microfinance lucrative ou une microfinance éducative ?

Evolutions du contexte

- Rapport Cerise : Evolutions récentes dans l'offre et les stratégies de financement du secteur rural : Echanges d'expériences et synthèse bibliographique
- Article Portail Microfinance : Zoom sur l'état de la microfinance en Afrique de l'Ouest

Réglementation Afrique francophone

- Dossier Portail Microfinance : Réglementation dans la zone francophone
- Mémoire ULB : Impacts de la régulation institutionnelle sur le secteur de la microfinance en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal

Besoins et contraintes des producteurs

- Note Cirad : Les investissements par les petits producteurs agricoles des PED
- Rapport ULB : Etude « paysans investisseurs »
- Mémoire Supagro : Analyse des causes de non remboursement des crédits au Lac Alaotra à Madagascar
- Note BIM : Le « jonglage », révélateur de la diversité et de la complexité des pratiques financières des ménages ruraux à Madagascar

Besoins et contraintes des IF

- Zoom Microfinance : Pour des taux d'intérêts justes et transparents en microfinance
- Etude sur les instruments de garantie et le marché des garanties bancaires dans la zone de l'UEMOA
- Zoom microfinance - Desservir les zones rurales les plus reculées (Ethiopie)

OP et services financiers ruraux

- Guide opérationnel : Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : Construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale
- Note FARM : Les enjeux des partenariats entre coopératives agricoles et financières : enseignements de quatre expériences en Afrique de l'Ouest
- Capitalisation AOPP/Sidi : Production & Commercialisation de semences certifiées & Relation

Banque/OP

- Microfinance pour l'agriculture : L'expérience de la FONGS au Sénégal
- Zoom Microfinance : RBTEC au Burkina –Faso
- Dynamiques Paysannes : La Fucopri, une OP nigérienne précurseur en matière d'accès aux services bancaires
- Recueil d'expériences en Afrique Centrale : Les OP innovent pour se positionner dans les chaînes de valeur agricoles

Diversité des services financiers ruraux

- 5 Fiches d'expériences FAO : Warrantage au Niger et Burkina-Faso
- Rapport Gret : Assurance indicielle et warrantage, quel intérêt pour les petits agriculteurs ? Analyses d'expériences en Afrique de l'Est et en Inde
- Document de travail AFD : Focus sur l'assurance récolte indicielle et le warrantage
- Note BIM : Le leasing, un outil de finance rural sous-utilisé
- Article : l'expérience de crédit-bail du réseau CECAM de Madagascar
- Zoom Microfinance : Les crédits d'équipement de Kafo Jiginew (Mali) : investir au sein des exploitations familiales
- Note BIM : Quoi de plus difficile que le financement de l'agriculture ? Le financement de l'élevage. FADEL SA au Mali, une banque des éleveurs

Etudes de cas pays

- Plusieurs textes issus d'un atelier sur « le secteur de la microfinance au Sénégal »
- Note IRD : Crédit et production agricole dans la vallée du fleuve Sénégal
- Rapport de capitalisation KIT : Bâtir l'entrepreneuriat paysan au Mali
- Rapport Oxfam Burkina-Faso : L'accès au crédit des petits producteurs de maïs et de riz et des femmes étuveuses de riz

Tendances

- 14 courtes notes d'information IFPRI : Innovations en matière de services financiers ruraux et agricoles
- Rapport de synthèse Afraca/FAO : Financement de la chaîne de valeur de l'Afrique
- Note FAO : Agricultural Value Chain Finance Strategy and Design
- Synthèse MFW4A : Financement des chaînes de valeur agricoles: 4 études de cas nationales
- Acte de la conférence : Connecter la Finance et l'Agriculture en Afrique – Exploiter le potentiel du continent (MFW4A) (principes de Kampala)
- Presse : La BCEAO et la BID unissent leurs forces pour développer la finance islamique en Afrique de l'Ouest

Politiques publiques

- Note MFW4A : Document de politique générale sur la finance agricole en Afrique
- Fiche du Portail microfinance : Les subventions sont-elles utiles ?
- Synthèse : Politiques publiques de microfinance et financement de l'agriculture : enjeux et débats

Pour aller plus loin

- Dossier Portail Microfinance : Finance rurale et agricole
- Dossier Défi sud : Nouveaux acteurs de la microfinance ou du meilleur profit ?
- Colloque FARM de 2007 : "Quelle microfinance pour l'agriculture des pays en développement ?"
- 4 sites incontournables

La microfinance en débat

L'aura médiatique entourant la microfinance, subitement sortie de l'anonymat lors de la remise du Nobel de la paix à Mohammed Yunus, est passée de « solution miracle » à synonyme d'« exploitation des plus vulnérables ». Certes, les taux pratiqués sont plus élevés que dans les pays de l'OCDE, certaines institutions de microfinance ont connu des dérapages, la microfinance ne résout pas tout et accorder un micro-crédit à un ménage ne le sortira pas forcément durablement de la vulnérabilité économique. Cependant, ceci ne doit pas faire oublier sa justification : proposer des services de finance à des populations qui en sont ordinairement exclues (en dehors des systèmes endogènes usuriers). Pour s'affranchir des discours manichéens, cette série d'articles reprend le débat, en rappelant les objectifs de la microfinance, son intérêt et ses limites. Ce débat, dont on a pu voir certaines expressions en 2007 dans les pages de Grain de sel, en 2010 dans les pages du Monde, est encore d'actualité et en particulier quand il est appliqué au domaine de l'agriculture, le parent pauvre des services financiers.

Microfinance et réduction de la pauvreté : la fin d'un mythe ?

Solène Morvant-Roux, Université Lyon 2, Grain De Sel n°38 Mars-Mai 2007

<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/38-demain-encore-des-jeunes/article/microfinance-et-reduction-de-la>

La microfinance n'est ni un miracle ni un mirage

Dominique Gentil et François Doligez, IRAM, Grain De Sel n°40 Septembre-Novembre 2007

<http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/40-migrations-interafricaines-une/article/la-microfinance-n-est-ni-un>

Microcrédit : miracle ou désastre ?

Esther Duflo, MIT, 11 janvier 2010

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/11/microcredit-miracle-ou-desastre-par-esther-duflo_1290110_3232_1.html

Avis de tempête dans le monde de la microfinance indienne »

Servet J.M. & Alii, Le Monde du 15 novembre 2010

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/11/15/avis-de-tempete-dans-le-monde-de-la-microfinance-indienne_1439327_3232.html

Faut-il aider une microfinance lucrative ou une microfinance éducative ?

Servet J.M. & Alii Le Monde, 13 décembre 2010.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/12/13/faut-il-aider-une-microfinance-lucrative-ou-une-microfinance-educative_1451985_3232.html

Evolutions du contexte

Rapport Cerise : Evolutions récentes dans l'offre et les stratégies de financement du secteur rural : Echanges d'expériences et synthèse bibliographique

Lapenu, Cerise, Janvier 2008, 147 p.

Cette synthèse dresse d'abord un état des lieux du secteur agricole et rural en exprimant les deux portes d'entrées des questions de financement : par le secteur financier ou par la chaîne de valeur. Elle décrit ensuite les besoins de financement du monde rural, ses atouts, ses contraintes, et l'implication des différents acteurs qui y sont impliqués (IMF, ONG, banques, investisseurs, OP, fournisseurs d'intrants, gouvernements, les instances de supervision bancaire, bailleurs).

http://www.cerise-microfinance.org/IMG/pdf/Evolution_strategies_financement_rural_RFM-2.pdf

Article Portail Microfinance : Zoom sur l'état de la microfinance en Afrique de l'Ouest

Le Portail, novembre 2012

Le portail de la microfinance s'entretient avec Corinne Riquet, représentante régionale du CGAP (centre de recherche sur l'accès au financement des pauvres logé à la Banque mondiale) pour l'Afrique de l'Ouest. Ils évoquent l'état des lieux de la microfinance et de ses institutions dans l'UEMOA, la croissance rapide du secteur et les difficultés qu'il rencontre, avant d'aborder les actions du CGAP, telles que le projet CAFAP et ses prolongements.

<http://www.lamicrofinance.org/content/article/detail/33733?PHPSESSID=d0d9619afed369ba641062964a4fc2a1>

Réglementation Afrique francophone

Dossier Portail Microfinance : Réglementation dans la zone francophone

La réglementation de la microfinance, qui connaît une actualité importante, n'est pas toujours clairement connue de tous. Le portail de la microfinance effectue ici un zoom sur la réglementation en zone francophone (dans l'UEMOA, la CEMAC, et dans les autres pays francophones : Maghreb, RDC, Madagascar, Mauritanie, etc.). On y trouve par exemple des détails sur la nouvelle réglementation en vigueur en Afrique de l'Ouest depuis 2010.

http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/reglementation2009/reglementation_francophone

Mémoire ULB : Impacts de la régulation institutionnelle sur le secteur de la microfinance en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal

ULB, 2010-2011, 112p

Une approche historique de la réglementation de la microfinance dans l'UEMOA et au Sénégal, avant 2010. Il s'agit d'un mémoire de master.

http://www.positive-awards.be/IMG/pdf/Vanderwauwen_Cle_mie_-_Microfinance_-_2011.pdf

Besoins et contraintes des producteurs

Note CIRAD : Les investissements par les petits producteurs des pays en développement

CIRAD, juillet 2012, 19p

Ce document de recherche rappelle certaines notions centrales : il définit les différentes formes de capital des agriculteurs (capital humain et social, capital naturel, capital matériel et capital monétaire), et décrit comment les politiques publiques peuvent aider à l'investissement et au renforcement de la productivité des ces différentes formes de capital (par exemple : un calendrier scolaire adapté aux récoltes favorise la participation des enfants comme main d'œuvre d'appoint dans les récoltes).

http://www1.montpellier.inra.fr/bartoli/moisa/bartoli/download/moisa2012_pdf/WP_7_2012.pdf

Rapport ULB : étude « paysans investisseurs »

ULB, 2012, 95p

Le Syndicat des Exploitants Agricoles de la zone Office du Niger (Sexagon) a rédigé en 2009 une proposition afin que les exploitants familiaux de la zone Office du Niger versent, contre l'acquisition de nouvelles parcelles, une contribution foncière à un fonds d'investissement pour les aménagements destinés aux exploitants familiaux. Le CECID et le Sexagon ont convenu de la nécessité d'une étude de faisabilité de cette proposition. Ce rapport en est la première partie, et étudie la faisabilité économique de la proposition. Cette étude est un document précieux pour comprendre les contraintes financières des paysans de cette zone et à quelle condition ils peuvent investir.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Rapport_final_-_Paysans_Investisseurs_-_Partie_1_annexes_-_Cecid_-_avril_2012-1.pdf

Mémoire Supagro : Analyse des causes de non remboursement des crédits au Lac Alaotra à Madagascar

Mémoire d'étudiant, SupAgro / Cirad, 2007, 146p.

Au moyen de recherches bibliographiques, d'entretiens et d'enquêtes, ce mémoire cherche à mettre en évidence les causes de non-remboursement des crédits en caution solidaire octroyés pour la mise en culture rizicole en semis direct sur couvert végétal, dans le cadre du projet BV Lac à Madagascar.

L'auteur examine la validité de trois hypothèses (héritage d'un passif de non-remboursement dans la région, mauvaise adaptation des crédits, défaillances du crédit à caution solidaire) afin d'élaborer des recommandations adaptées pour une pérennisation financière du projet.

http://www.lamicrofinance.org/files/25579_file_nonremboursementalaotramadagascar.pdf

Note BIM : Le « jonglage », révélateur de la diversité et de la complexité des pratiques financières des ménages ruraux à Madagascar

Betty Wampfler, Emmanuelle Bouquet, Eliane Ralison, octobre 2009, 10p.

Ce bulletin évoque les résultats d'une étude par enquête conduite aux abords du lac Alaotra, qui montrent les stratégies de gestion financière des ménages pauvres, parfois très élaborées, qui diffèrent selon les types et le niveau de richesse des ménages. Ces stratégies font souvent intervenir des sources très variées de financement, entre lesquelles les ménages « jonglent » selon le contexte. Le bulletin termine par la présentation d'un ménage moyen de l'enquête, qui illustre ses différentes stratégies de « jonglage ».

http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/1258928465264_BIM_09_10_27.pdf

Besoins et contraintes des Institutions Financières

Zoom Microfinance : Pour des taux d'intérêts justes et transparents en microfinance

SOS Faim, mars 2012, 8p.

Cet article expose le mécanisme de formation des taux d'intérêt appliqués aux crédits en zone rurale, et explique donc en partie le niveau élevé de ces taux, qui est souvent décrié suite aux différentes crises du secteur (en Bolivie, au Bénin, en Inde, au Maroc...). Tout en évoquant le débat sur le plafonnement des taux, l'article explore ensuite des pistes de réduction des coûts de ces crédits, afin d'en diminuer les taux d'intérêt, en s'appuyant autant sur l'expérience de praticiens du crédit en zones rurales que de chercheurs.

http://www.sosfaim.org/pdf/publications/zoom_microfinance/zm-fr.pdf

Etude sur les instruments de garantie et le marché des garanties bancaires dans la zone de l'UEMOA

BOAD – AFD, janvier 2011, 212p (90p hors annexes)

Le problème des garanties est souvent un point de blocage de l'accès au crédit. Cette étude fait le point sur l'offre (des organismes de garantie, notamment des fonds spécialisés) et la demande (les banques) de garantie dans 7 capitales économiques de l'UEMOA, et formule des recommandations pour améliorer le financement des PME.

<http://www.boad.org/LinkClick.aspx?fileticket=6EwZReb5j5g%3D&tabid=220>

Zoom microfinance - Desservir les zones rurales les plus reculées (Ethiopie, 2009)

SOS Faim, juillet 2009, 8 p.

Buusaa Gonofaa est une IMF éthiopienne qui propose des crédits de groupe, efficaces mais inadaptés aux petits villages isolés. Elle a donc développé un nouveau service, basé sur un appui technique ponctuel et la collecte d'épargne dans les villages dans le cadre de Caisses Rurales d'Epargne et de Crédit (CREC) autogérées par les communautés. Cet article relate la mise en place de la phase pilote de ce programme, ses résultats, des retours et des analyses sur ses forces et ses faiblesses, et élabore finalement des propositions d'amélioration.

http://www.sosfaim.be/pdf/publications/zoom_microfinance/27_buusaa-gonofaa.pdf

OP et services financiers

Relations OP / IF

Guide opérationnel : Organisations professionnelles agricoles et institutions financières rurales : Construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale

Montpellier Supagro-IRC, IRAM, CERISE, octobre 2010, 146p.

Un guide pédagogique pour les OP, les institutions financières, et leurs soutiens (ONG, bailleurs...). Il explore les différentes stratégies possibles pour améliorer l'accès des OP et de leurs membres au crédit et met l'accent sur les formes partenariales avec les institutions financières rurales.

http://www.supagro.fr/web/UserFiles/File/002-IRC/04-expertises-defis/cahier_irc.pdf

Note FARM : Les enjeux des partenariats entre coopératives agricoles et financières : enseignements de quatre expériences en Afrique de l'Ouest

FARM, novembre 2012, 8p.

Cette note présente et analyse les stratégies d'alliance avec les IMF suivies par quatre OP appuyées par FARM. Elle détaille ensuite les obstacles auxquels se heurtent les OP moins performantes, OP qui auront alors besoin que l'Etat joue un rôle accru, en particulier sur les questions juridiques et d'assurance agricole.

http://www.fondation-farm.org/zoe/doc/notefarm3_partenariatscoop_nov2012.pdf

Capitalisation AOPP/Sidi : Semences certifiées & Relation Banque/OP

Sidi, 2009, 18p.

L'AOPP souhaitait développer au Mali la culture de semences améliorées, mais devait pour cela chercher l'appui de partenaires financiers, comme la SIDI qui lui a accordé un prêt en 2003 et a servi d'intermédiaire pour un prêt de la BMS en 2007. Après une description des résultats de l'appui à la production et commercialisation de semences sèches, le document revient sur la coopération banque-OP favorisée par la SIDI.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/capitalisation-aopp-sidi>

Expériences d'OP dans l'accès au crédit

Microfinance pour l'agriculture : l'expérience de la FONGS au Sénégal

Betty Wampfler, 2008, 6p.

Pour pallier au manque de financement agricole et adapter les services financiers au secteur rural, la Fondation des ONG du Sénégal (Fongs) a investi dans un réseau de structures de financement décentralisées (SFD) endogènes, dont les ressources proviennent de l'épargne des producteurs et parfois aussi de fonds externes, fournis par des partenaires financiers. Cette note développe les caractéristiques et le fonctionnement de ce réseau de SFD et sa stratégie de partenariat avec la caisse nationale de crédit agricole au Sénégal.

http://www.lamicrofinance.org/files/22318_file_agriculture_FONG_Senegal_BIM_22_avril_2008.pdf

Zoom Microfinance : RBTEC au Burkina Faso

SOS Faim, novembre 2010, 8 p.

La Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) a mis en place ses propres caisses d'épargne crédit, les Baoré tradition épargne-crédit (BTEC). Du fait d'un manque de professionnalisation, ces BTEC ont connu des débuts difficiles marqués par les impayés et une mauvaise gestion. Cet article montre comment la FNGN et ses partenaires, dès 2008, ont su reprendre les choses en main, professionnaliser et structurer les BTEC en réseau, profiter des nombreux domaines de compétence de la FNGN pour accompagner ces dispositifs d'épargne-crédit, pour les faire évoluer « d'IMF médiocres » (selon le Trésor Public) à une IMF de développement rural viable.

http://www.sosfaim.org/pdf/publications/zoom_microfinance/la-banque-des-paysans-zoom-microfinance32.pdf

Dynamiques Paysannes : La FUCOPRI, une OP nigérienne précurseur en matière d'accès aux services bancaires

SOS Faim, juillet 2011, 8p.

Après une présentation du contexte rizicole au Niger, de 1970 à nos jours, et de la mise en place de la Fédération des Unions de Coopératives de Producteurs de Riz (FUCOPRI), cet article détaille comment la FUCOPRI a développé, depuis 2003, un mécanisme lié innovant d'approvisionnement, via le crédit bancaire, et de commercialisation groupée, avec les services de l'Etat.

http://www.lamicrofinance.org/files/28773_file_dynamiques_paysannes_fucopri_fr.pdf

Recueil d'expériences en Afrique Centrale : Les OP innovent pour se positionner dans les chaînes de valeur agricoles

Institut Royal des Tropiques, IFDC, Agriterro, Novembre 2011, 79p.

Ce livre est un recueil d'articles qui décrivent comment des OP agricoles au Burundi, en RDC et au Rwanda ont pu se positionner dans des chaînes de valeur agricoles au bénéfice de leurs membres, en amont en obtenant des intrants à meilleurs prix, et en aval en trouvant des marchés plus rémunérateurs. Ce livre, auquel ont participé les représentants des OP, est avant tout destiné au personnel d'autres OP. Les divers cas exposés abordent aussi bien les expériences que leurs premiers résultats, les problèmes rencontrés, les leçons à retenir et les défis actuels et futurs.

<http://www.agri-profoc.us.nl/wp-content/uploads/2012/01/Les-organisations-paysannes-innovent-d%C3%A9f.pdf>

Diversité des services financiers ruraux

Crédit-stockage, Warrantage

5 Fiches d'expériences FAO : warrantage au Niger et Burkina-Faso

Cinq expériences de warrantage mises en œuvre dans des OP au Niger et au Burkina Faso :

Au Niger :

Le warrantage dans l'Union Cigaba de Konkorindo, Région de Dosso- Niger

FAO / Projet Capitalisation, novembre 2010, 4p.

Cette fiche présente les premiers résultats des investigations du projet Capitalisation sur l'expérience de l'Union Cigaba dans le warrantage, pratiqué sans interruption depuis 2003 par cette organisation paysanne. Elle décrit les acteurs impliqués dans l'opération de warrantage et leur rôle, son fonctionnement, son utilisation, sa gouvernance, ses contraintes et ses résultats.

http://doc.capitalisation-bp.net/FAOCapitalisation_FicheKonkorindoNiger.pdf

Mooriben – Niger : quelques résultats du programme d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Tillabéri et Dosso sur financements CCFD

Bureau de la Coopération Suisse Niger - Mooriben, 2010, 13p.

Cette note décrit les activités de l'OP nigérienne Mooriben menées durant trois campagnes de warrantage entre 2007 et 2010 : renforcement des capacités des OP et de leurs membres, notamment sur le stockage et la commercialisation, mais aussi mise en place et formation des comités de gestion warrantage, qui veillent au déroulement des opérations de warrantage, et financement du warrantage. Ce document dresse un état des lieux chiffré de trois ans de warrantage, et des résultats du programme d'appui de la coopération suisse.

<http://www.unctad.info/upload/SUC/CoffeeCocoaCameroonOct2010/ProgrammeAppuiNiger.PDF>

SA'A - Niger : Expérience de commercialisation de produits agricoles par le mécanisme du warrantage au sein de la fédération SA'A - Contribution de la Fédération des Unions de Producteurs de Souchet du Niger (FUPSN-SA'A)

Garba Barthe Attahirou, Inter-réseaux, janvier 2007, 18p.

Le souchet est une culture de rente importante au Niger mais exigeante en engrais pourtant difficile à trouver. Aussi, la Fédération regroupe des commandes d'intrants pour jouer sur les prix et la qualité. En parallèle, elle fait du crédit warranté (garantie assurée par un stock de produits pour permettre aux producteurs d'honorer leur commande groupée) et promeut des activités génératrices de revenus (pour faciliter le remboursement). La vente groupée permet un gain accru et sécurisé des producteurs, et ceux-ci sont plus enclins à miser sur le progrès techniques. Ce document montre comment la Fédération tente de s'ajuster au fur et à mesure des obstacles et des nouveaux besoins rencontrés.

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Niger_Warrantage_FUPSN_Saa_2007.pdf

Au Burkina Faso :

Le warrantage à Founzan, au Burkina Faso - Quelques innovations visant plus d'équité dans l'accès au warrantage

FAO / Projet Capitalisation, 2p.

Cette expérience de warrantage est intéressante et mérite d'être capitalisée car elle cumule des innovations qui peuvent contribuer à apporter plus d'équité dans l'accès warrantage par les plus défavorisés. La note présente ces innovations, ainsi que quatre témoignages du succès du warrantage.

http://doc.capitalisation-bp.net/FAOCapitalisation_FicheWarrantageFounzan.pdf

Etude de cas sur l'expérience de warrantage dans le sud ouest du Burkina Faso. Atelier régional de formation sur le renforcement des capacités des organisations de producteurs à répondre à l'évolution de l'agriculture moderne

FAO / GRET / Union Européenne, septembre 2010, 28p.

L'expérience de warrantage décrite dans ce document a été initiée par l'ONG italienne CISV et ses OP partenaires. Le document décrit la mise en œuvre et le fonctionnement d'une campagne de warrantage, les résultats des 3 campagnes effectuées (2007-2010), les enseignements tirés et les possibilités de reproduire cette expérience.

http://biblio.capitalisation-bp.net/warrantage/EtudeWarrantageSOBurkina_FAO_GRET_UE2010.PDF

Assurance indicielle et warrantage

Rapport Gret : Assurance indicielle et warrantage, quel intérêt pour les petits agriculteurs ? Analyses d'expériences en Afrique de l'Est et en Inde

Gret 2011, 46p.

Cette étude présente les stratégies de réduction des risques des petits agriculteurs et, à travers neuf études de cas en Afrique de l'Est et en Inde, analyse les intérêts et les limites de deux instruments : le warrantage et l'assurance indicielle (assurance indicée sur des indices météorologiques) et finit par présenter des conditions d'améliorations de ces deux instruments.

<http://www.gret.org/wp-content/uploads/09669.pdf>

Document de travail AFD : focus sur l'assurance récolte indicielle et le warrantage

AFD, mai 2011, 86p.

Ce document de synthèse analyse une étude commanditée par l'AFD et le MAEE en 2009, portant sur les outils privés de gestion des risques, en particulier les assurances climatiques indexées et le warrantage pour les céréales. L'étude en question comporte une large revue de littérature sur les risques agricoles, puis neuf études de cas dans des pays africains et en Inde.

<http://www.gret.org/wp-content/uploads/113-document-travail.pdf>

Crédit bail, leasing, crédit d'équipement

Note BIM : Le leasing, un outil de finance rural sous-utilisé

Marc Roesch, 2004, 4p.

Cette note de lecture d'un document de la Banque Mondiale énumère les avantages du leasing pour chacun des acteurs (le « locataire » et le « loueur ») : faibles coûts de transaction, pas d'exigence de garanties élevées (le bien pris en leasing est lui-même une garantie), etc. Elle liste ensuite les différents types de « loueur » et recense leurs avantages et leurs faiblesses respectives. Elle s'intéresse enfin aux modalités d'un contrat de leasing et à son environnement juridique, avant d'évoquer quelques recommandations.

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/BIM-2004/BIM-22-09-04.pdf>

Article : l'expérience de crédit-bail du réseau CECAM de Madagascar

Betty Wampfler, Emmanuelle Bouquet, Eliane Ralison, mars 2007, 25p.

Le manque de crédits agricoles à moyen et long termes (pour cause de manque de ressources financières, notamment « longues », et de risque accru) peut être comblé par des pratiques alternatives telles que le crédit-bail, comme le fait la Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel de Madagascar (CECAM) depuis 1993. Grâce à une analyse historique du réseau CECAM et des enquêtes de terrain, cette étude d'impact s'intéresse aux conditions de mise en œuvre du crédit-bail par la CECAM, et les conditions d'accès et de valorisation par les ménages afin d'en tirer des enseignements opérationnels pour le secteur financier.

http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/1175154502437_microfinance_et_investissement_rural.pdf

Zoom Microfinance : Les crédits d'équipement de Kafo Jiginew (Mali) : investir au sein des exploitations familiales

SOS Faim, octobre 2007, 10p.

Kafo Jiginew est un réseau de caisses d'épargne et de crédit malien, associé à des bailleurs du Nord, qui octroie des crédits d'équipement à long terme à des exploitants possédant une superficie élevée, afin d'accompagner l'émergence de nouvelles filières (la culture du coton étant de moins en moins rentable). Cet article évalue les impacts de l'opération de Kafo Jiginew, au niveau régional, des villages et des exploitations familiales, en analysant les conditions à réunir pour un impact optimal.

http://www.sosfaim.org/pdf/publications/zoom_microfinance/23_credits_equipement_kafojiginew_exploitations_familiales.pdf

Crédit Elevage

Note BIM : Quoi de plus difficile que le financement de l'agriculture ? Le financement de l'élevage. FADEL SA au Mali, une banque des éleveurs

Betty Wampfler, 26 mai 2009, 3p.

Plus encore que l'agriculture familiale, le secteur de l'élevage peine à trouver des financements. Pour y répondre, et suite aux trop grandes difficultés à créer une banque spécifique à l'échelle régionale, des organisations d'éleveurs maliennes affiliées à l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel (Apess) ont créé la Financière africaine pour le développement de l'élevage (Fadel SA) en février 2009. Cette note expose ses conditions de création, ses objectifs, ses services, et les perspectives qui s'offrent à elle dans le climat actuel.

http://www.lamicrofinance.org/files/24373_file_BIM_09_05_26.pdf

Etudes de cas pays

Sénégal

Plusieurs textes issus d'un atelier sur « le secteur de la microfinance au Sénégal »

Du 18 au 21 octobre 2011 s'est tenu un atelier d'écriture sur le secteur de la microfinance au Sénégal.

L'ensemble des textes finaux de l'atelier est disponible en ligne :

- *Les mutations juridiques et institutionnelles de la microfinance au Sénégal*
- *Microfinance et insertion des jeunes, l'expérience des Parcelles assainies à Dakar*
- *Les mutations juridiques et institutionnelles de la microfinance au Sénégal*
- *Microfinance et insertion des jeunes, l'expérience des Parcelles assainies à Dakar*
- *Les enjeux de la mise en réseau des mutuelles : l'expérience de l'Union financière mutualiste de Louga*
- *Le « scoring » en microfinance : un outil de gestion du risque de crédit*
- *Les produits financiers islamiques : contribution à la diversification du paysage de la microfinance au Sénégal*
- *Du « social » dans la gestion des performances de la microfinance au Sénégal*
- *Evaluer le risque économique du warrantage*
- *Le Fonds d'appui aux initiatives rurales de la FONGS : une innovation pour financer l'investissement de l'agriculture familiale au Sénégal*
- *L'expérience de Sen'Finances : du désendettement créatif au refinancement de la microfinance*

http://www.microfinance.sn/atelier_ecriture.html

Note IRD : Crédit et production agricole dans la vallée du fleuve Sénégal

IRD, 17 mai 2011, 12p.

Cette note décrit le rôle du crédit aux agriculteurs sénégalais, notamment rizicoles, qui évoluent dans un contexte en pleine mutation depuis la libéralisation de la filière. Après un rappel historique sur la filière rizicole, l'auteur met en évidence la forte corrélation entre les montants de crédit accordés aux producteurs (par la caisse nationale du crédit agricole) et la superficie totale irriguée, preuve de l'importance de l'accès au financement des intrants nécessaires à la production rizicole intensive. Des formes innovantes de crédit sont également mises en place par des entrepreneurs privés pour pallier au problème de l'endettement.

http://hal.ird.fr/docs/00/59/37/26/PDF/Le_Roy_-_CrA_dit_.pdf

Mali

Rapport de capitalisation KIT : Bâtir l'entrepreneuriat paysan au Mali (2012)

Institut Royal des Tropiques, 2012, 61p.

Ce rapport de capitalisation présente les expériences du programme de Développement économique et rural de la région de Koulikoro (DERK, 2005-2011) au Mali, qui était un dispositif d'accompagnement technique et financier aux OP.

http://www.snvworld.org/sites/www.snvworld.org/files/publications/batir_lentrepreneuriat_paysan_au_mali.pdf

Burkina-Faso

Etude de cas : l'accès au crédit des petits producteurs de maïs et de riz et des femmes étuveuses de riz

Oxfam, 2011, 67p.

Une récente étude d'Oxfam sur l'accès au crédit des paysans et transformatrices au Burkina-Faso. Son objectif : éclairer OXFAM sur les difficultés et contraintes d'accès aux services financiers des petits producteurs/productrices et transformatrices de riz, afin de développer un argumentaire de plaidoyer.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/etude-de-cas-sur-l-acces-au-credit>

Tendances

Innovations

14 courtes notes d'information IFPRI : Innovations en matière de services financiers ruraux et agricoles

IFPRI, juillet 2010, 36p.

Afin de combler le manque de connaissances sur l'extension en zone rurale des services financiers, l'IFPRI compile une série de notes d'information sur des innovations en finance rurale et agricole. Des spécialistes du monde entier partagent leurs expériences et leurs points de vue au long de ces 14 courtes notes d'information (2p. chacune), qui vont de la vue d'ensemble de la finance en zone rurale à des études de cas réels en passant par l'étude de procédés financiers innovants.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/focus18fr.pdf>

L'approche chaîne de valeur

Rapport de synthèse AFRACA/FAO : financement de la chaîne de valeur de l'Afrique

AFRACA, FAO, 2008, 54p.

Le 3^e forum des banques de l'AFRACA (association africaine du crédit rural et agricole) avec la FAO, tenu en 2007 à Nairobi, a eu pour thème l'accès aux services financiers des communautés rurales pauvres, notamment le financement de la chaîne de valeur, du fait de l'effet multiplicateur de l'intermédiation financière, basée sur l'innovation financière en faveur des pauvres dans la chaîne de valeur agricole. Ce compte-rendu présente les partenaires qui ont participé au forum, puis, pour chaque sous-thème traité, dresse une présentation du thème, des études d'expériences de terrain, et des conclusions et leçons apprises.

http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/1252672387490_Microsoft_Word_AG_RIBANKS_AFRACA_DOCUME-415919259.pdf

Note FAO : Agricultural Value Chain Finance Strategy and Design [stratégies de financement de la chaîne de valeur agricole]

FAO, décembre 2011, 25p.

L'approche du financement de la chaîne de valeur dans l'agriculture attire de plus en plus l'attention des organismes de développement, et des institutions financières. Cette note a pour but d'aider à la compréhension de la transformation de l'agriculture moderne et de sa chaîne de valeur, afin de mettre en place des services de financement de cette chaîne de valeur adaptés et qui bénéficieraient à tous les agriculteurs et firmes d'agrobusiness modernes. Elle constitue donc un outil de choix pour l'élaboration de programmes utilisant l'approche de financement de la chaîne de valeur dans l'agriculture.

http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/AgVCF_Tech_Note_pdf.pdf

Synthèse MFW4A : Financement des chaînes de valeur agricoles : document de synthèse de quatre études de cas nationales (Ghana, Burkina, Ethiopie, Kenya)

MFW4A, 2011, 88p.

Ce document propose un tour d'horizon de la question du financement agricole en Afrique, avec un accent sur l'approche « chaîne de valeur » et en s'appuyant notamment sur des expériences de pays anglophones.

<http://www.mfw4a.org/fr/details/financement-des-chaines-de-valeur-agricoles-document-de-synthese-de-quatre-etudes-de-cas-nationales.html>

Les initiatives et concertations internationales

Acte de la conférence : Connecter la Finance et l'Agriculture en Afrique – Exploiter le potentiel du continent (MFW4A) (principes de Kampala)

GIZ, juin 2011, 21p.

En juin 2011, plus de 300 participants se sont réunis à Kampala pour « connecter la finance et l'agriculture en Afrique » (Zippping Finance and Farming in Africa). Cette conférence a notamment abouti à la rédaction des 11 principes pour renouveler et déployer le financement de l'agriculture. Ce rapport rend compte des débats sur les perspectives et les défis du financement de l'agriculture africaine, des études de cas, des discussions sur les politiques de soutien à la finance agricole, et du processus d'élaboration des 11 principes qui eurent lieu lors de la conférence.

http://www.mfw4a.org/fileadmin/zipppingfinance/pdf/mfw4a_zippping%20finance_conference%20documentation_fr.pdf

Banque islamique

Presse : La BCEAO et la BID unissent leurs forces pour développer la finance islamique en Afrique de l'Ouest*MFW4A, 11 septembre 2012*

Le 7 septembre 2012, la Banque Islamique de Développement (BID) et la BCEAO ont signé un accord afin de promouvoir la finance islamique en UEMOA. En effet, dans cette région, le taux de pénétration de la finance islamique, qui n'applique pas d'intérêt sur les emprunts, est un des plus faibles au monde, alors que les populations en marge de la finance classique pourraient certainement en tirer avantage. Afin d'y remédier, la BCEAO s'engage à mieux prendre en compte ce type de finance, tandis que la BID facilitera les échanges entre la BCEAO et les institutions en charge de développer les standards de l'industrie de la finance islamique.

<http://www.mfw4a.org/fr/actualites/details/2/bceao-and-idb-in-partnership-to-promote-islamic-finance-in-west-africa.html>

Voir aussi la note BIM « Les principes de la finance islamique » (2002)

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2002/BIM-17-02-02.pdf>

Politiques publiques**Note MFW4A : Document de politique générale sur la finance agricole en Afrique***Union Africaine, GIZ, BMZ, MFW4A, mars 2012, 34p.*

L'accès aux services financiers pour les agriculteurs est essentiel pour exploiter le potentiel agricole de l'Afrique, mais la nature risquée de l'activité rend cet accès très difficile. Un cadre politique efficace, propice à encourager le financement des activités agricoles, apparaît indispensable. Ce document, fruit de la collaboration entre des acteurs de la conférence de Kampala en 2011 qui a abouti à la formulation des principes de Kampala pour la finance agricole, vise à promouvoir l'expansion du financement agricole en Afrique. Il comporte un ensemble de recommandations adressées aux décideurs africains, mais également aux institutions financières, aux bailleurs de fonds et aux OP impliquées dans la finance agricole.

<http://www.mfw4a.org/fr/details/document-de-politique-generale-sur-la-finance-agricole-en-afrique.html>

Fiche du Portail microfinance : les subventions sont-elles utiles ?*Portail Microfinance, 2011*

Pour dépasser les obstacles du financement en zone rurale, plusieurs voies sont possibles, dont le recours aux subventions. Cette synthèse décrit les différentes formes de subventions, et met en garde contre leurs effets potentiels de distorsion, de détournement et de dépendance. Les bailleurs s'accordent à dire que les subventions doivent être restreintes, mais qu'elles peuvent être utiles dans certaines situations et à certaines conditions, selon l'objectif et la cible visés. Enfin, la synthèse présente cinq types d'interventions dans le secteur agricole qui sont généralement soutenues et comportent une part de subvention.

<http://www.lamicrofinance.org/content/article/detail/28842?PHPSESSID=88c635fa3610c8437da799856fb27696>

Synthèse : politiques publiques de microfinance et financement de l'agriculture : enjeux et débats*François Doligez, Betty Wampfler, 2007, 34p.*

S'il existe aujourd'hui un certain consensus autour de « bonnes pratiques » à adopter dans le développement du secteur agricole et rural, ces pratiques ne couvrent pas les interventions publiques. Or, l'expérience a montré que le secteur privé seul peine à se déployer dans le secteur rural. Ce document décrit les caractéristiques du « nouveau paradigme » de la finance rurale et tente de définir les contours d'une intervention de l'Etat dans ce secteur, avant de mener une réflexion sur les instruments qu'il peut utiliser pour cela, et sur les modalités dans lesquelles il doit le faire, en tenant compte des acteurs en présence (notamment les organisations de la société civile).

http://www.lamicrofinance.org/files/25601_file_politiquepubliquefinancementagriculture.pdf

Pour aller plus loin

Source et publications de référence

Dossier Portail Microfinance : finance rurale et agricole

Betty Wampfler, Marc Roesch (CIRAD), 2009

Ce dossier rassemble de nombreuses informations sur la finance rurale et agricole, réparties en 9 rubriques (spécificité de la demande de financement rural, l'offre de financement rural, les produits et services financiers, les conditions de pérennisation, l'intégration dans le marché financier, les alliances avec d'autres acteurs, les politiques publiques en financement rural, l'impact de la microfinance rurale, et les formations à la microfinance rurale). Chaque rubrique est structurée, et fournit également une liste de liens pour en savoir plus.

http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/finrur/

Dossier Défi sud : Nouveaux acteurs de la microfinance ou du meilleur profit ?

SOS Faim n°96, 2010, p.7-27

La maturité apparente de la microfinance (plus rentable et fiable qu'il y a 20 ans) s'accompagne d'une certaine transformation, vers un modèle plus proche des banques privées commerciales. Partout dans le monde, des questions sont posées en réaction à des introductions en bourse d'organismes de microfinance, par exemple. Au Sud, sans attendre l'aval des bailleurs du Nord, apparaissent déjà de nouvelles initiatives qui se soucient d'une microfinance à la fois rurale, sociale et rentable, tant l'enjeu reste de taille. Ce dossier thématique revient sur les enjeux et les risques de la commercialisation et des innovations, ainsi que sur les réactions spontanées au Sud.

http://www.sosfaim.be/pdf/publications/defis_sud/96/nouveaux-acteurs-microfinance-ou-meilleur-profit-defis-sud96.pdf

Colloque FARM de 2007 : "Quelle microfinance pour l'agriculture des pays en développement ?"

FARM, 2007

Du 4 au 6 décembre, FARM, en partenariat avec l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique (IGPDE), a organisé à Paris le colloque "Quelle microfinance pour l'agriculture des pays en développement ?". Ce colloque a réuni 350 personnes (experts, praticiens, chercheurs et décideurs politiques) concernées et investies sur le terrain, motivées par la question « à quelles conditions la microfinance peut-elle aider les agriculteurs des pays en développement à accéder au crédit pour leur permettre d'améliorer leur compétitivité ? ». En particulier, ce colloque a développé la nécessité et les spécificités du financement agricole, les nouvelles modalités d'interaction, le rôle des OP et enfin celui des politiques publiques.

<http://www.fondation-farm.org/spip.php?article222>

A lire également : la synthèse du colloque (24p.) :

http://www.fondation-farm.org/IMG/pdf/Farm_synthese_microfinance_.pdf

5 sites incontournables

www.lamicrofinance.org

www.microfinancegateway.org

www.ruralfinance.org

<http://microfinancement.cirad.fr/fr/frame3.html>

<http://www.mfw4a.org/fr/accueil.html>

Bulletin de veille rédigé par Alexandre Goethals et coordonné par Inter-réseaux

Remerciements particuliers

Nedjma Bennegouch (SOS Faim), Cécile Broutin (Gret), François Doligez (Iram), Dominique Lesaffre (Sidi), Anne Panel (Fert), Yann Masurel (Grameen Crédit Agricole), Abdoulaye Seye (Hub Rural), Fabrice Larue (Farm), Ibrahima Aliou (Apess), Aurélie Chevrillon (AFD), Dominique Gentil (IR), Marc Roesch (Cirad), Jean Michel Servet (IHEID), Karin Barlet (Gret), Fernand Vincent (Ired), Amel Benkhala (Gret), Julie Flament (CSA), Alain Vergeylen (Fonds international de Garantie), Betty Wampfler (Supagro).

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager :

Écrivez-nous à inter-reseaux@inter-reseaux.org

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille parus à : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/>